

ACCORD-CADRE DE FOURNITURE, PRESTATIONS D'INTEGRATION ET SUPPORT D'UNE INFRASTRUCTURE DE SUPPORT OBJET CLOUDIAN HYPERSTORE

Cahier des clauses administratives particulières

REF : CCAP AC25INFRACLOUD

Table des matières

Article 1. PARTIES AU MARCHÉ	3
1.1. Pouvoir Adjudicateur - Acheteur	3
1.2. Titulaire	4
1.3. Le Sous-traitant	4
Article 2. Objet, allotissement, forme, montant maximum, durée.....	4
2.1. Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2. Allotissement	4
2.1. Forme	4
2.2. Procédure.....	5
2.3. Montant maximum	5
2.4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
2.5. Durée initiale du marché	5
2.6. Reconduction.....	5
2.7. Délais d'exécution des bons de commande	5
2.8. Planning d'exécution des prestations	5
Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
3.1. Documents contractuels du marché.....	6
3.2. Dépôt des pièces administratives.....	7
Article 4. MODALITES D'EXECUTION ET DE PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE	7
4.1. Bons de commande	7
4.1.1. Prix plafonds.....	8
4.2. Réalisation de prestations similaires	8
4.3. Variantes.....	8
4.3.1. Modalités de présentation :.....	8
4.4. Prestations ponctuelles sur devis.....	8
Article 5. Exigences Générales	9
5.1. Utilisation des résultats	9
5.2. Identification des personnels du Titulaire	9
5.3. Respect des standards et de la réglementation	9
5.4. Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé	10
5.5. Confidentialité	10
5.6. Traitement des données personnelles	11
5.1. Clauses d'exécution environnementales	11
Article 6. SOUS-TRAITANCE.....	12
6.1. Sanctions légales :	12
Article 7. PRIX DE L'ACCORD-CADRE	13
7.1. Caractéristiques des prix pratiqués	13

7.2.	Forme des prix.....	13
7.3.	Variations des prix de l'accord-cadre	13
7.3.1.	Prix des prestations	13
7.3.2.	Réévaluation exceptionnelle des prix unitaires	14
7.3.3.	Clause de sauvegarde	15
7.4.	Modification des prix à la baisse	15
7.5.	Offre de prix promotionnels.....	15
7.6.	Modalités de règlement.....	16
7.6.1.	Présentation des demandes de paiements	16
7.7.	Délai de règlement.....	16
Article 8.	Avance	16
8.1.	Conditions de versement et de remboursement.....	16
8.2.	Modalités de paiement direct des sous-traitants	17
8.3.	Garantie financière	17
Article 9.	PENALITES	17
Article 10.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET ADMISSION	18
10.1.	Mise en ordre de marche (MOM).....	18
10.2.	Vérification d'aptitude et de service régulier au bon fonctionnement (VA/VSR)	18
10.3.	Décision de réception.....	18
Article 11.	GARANTIE	19
Article 12.	UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE 20	
Article 13.	ENGAGEMENT DE SECURITE	20
Article 14.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	20
Article 15.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	21
15.1.	En cours d'exécution de l'Accord-Cadre.....	21
15.2.	Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire	21
Article 16.	ASSURANCES	21
Article 17.	REGIME FISCAL ET DOUANIER (le cas échéant si marché à l'étranger).....	22
17.1.1.	Régime fiscal	22
17.1.2.	Régime douanier :	22
Article 18.	DROIT ET LANGUE.....	22
Article 19.	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	22

Article 1. PARTIES AU MARCHÉ

1.1. Pouvoir Adjudicateur - Acheteur

L'Ineris, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère en charge de l'Ecologie est le pouvoir adjudicateur partie au marché.

1.2. Titulaire

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. Il est dûment identifié à l'acte d'engagement.

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, l'acte d'engagement indique si le mandataire est solidaire ou non, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

1.3. Le Sous-traitant

Le Titulaire pourra, le cas échéant, recourir à des entreprises intervenantes pour l'exécution du présent marché dans les conditions prévues à l'Article 6.

Article 2. Objet, allotissement, forme, montant maximum, durée

2.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur la fourniture, l'intégration et le support d'une infrastructure de stockage objet Cloudian HyperStore.

La nature des Prestations ainsi que les conditions et spécifications techniques de leur exécution sont définies au CCTP référencé (CCTP AC25INFRACLOUD).

L'exécution des prestations demandées est soumise à une obligation de résultat. Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations commandées par l'Ineris, telles que décrites dans le CCTP associé et à atteindre les résultats dans les délais attendus.

Il est précisé que les stipulations du présent C.C.A.P. s'appliquent tant à l'accord-cadre qu'aux marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre sauf lorsque lesdites stipulations limitent expressément leur application à « l'accord-cadre » ou aux « marchés subséquents » (l'expression « marché » désignant dans ce document indifféremment l'accord-cadre ou les marchés subséquents).

2.2. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'Ineris décide de ne pas allotir cet accord-cadre car « la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ». Le contrat est attribué à un seul opérateur économique.

2.1. Forme

Le contrat est un accord-cadre mono-attributaire.

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure de la survenance de la survenance des besoins.

L'attribution de l'Accord-Cadre n'emporte pas de droit d'exclusivité en faveur du Titulaire concerné auprès de l'Ineris, qui reste libre de passer des commandes relatives à l'objet de l'Accord-Cadre auprès d'un autre opérateur économique.

Le présent marché est un marché mixte qui s'exécute à bons de commande.

2.2.Procédure

Le présent marché est soumis au code de la commande publique et conclu au terme d'une procédure adaptée ouverte conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1-3° et R2123-4 du code de la commande publique.

2.3.Montant maximum

L'accord-cadre prendra fin de manière automatique à la survenance de son terme, ou de manière anticipée, par l'atteinte du montant maximum indiqué ci-dessous, sans droit à indemnité.

Ce marché sera conclu sans montant minimum et dans la limite du montant maximum de 220 000 euros HT.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, l'Ineris se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

2.4.DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

2.5.Durée initiale du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quarante-huit mois (48) mois à compter de sa date de notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution.

2.6.Reconduction

Le marché n'est pas reconductible.

2.7.Délais d'exécution des bons de commande

L'exécution des prestations débute à compter de la date de la notification de l'acte d'engagement, valant ordre de commencer les prestations.

Par dérogation à l'article 13.1 du C.C.A.G.- T.I.C., les délais d'exécution des prestations sont ceux indiqués dans le C.C.T.P., et le planning du titulaire dans le respect de la date de livraison souhaitée par le pouvoir adjudicateur.

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.- T.I.C.

2.8.Planning d'exécution des prestations

Dès la notification du marché, un calendrier d'exécution des prestations est établi entre les instances en charge du pilotage et le Titulaire.

Le planning prévisionnel de réalisation attendu par l’Ineris est indiqué dans le CCTP.

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1. Documents contractuels du marché

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l’ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- La notification de l’accord-cadre ;
- L’acte d’Engagement réf **AE AC25INFRACLOUD** et ses annexes en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant
 - Annexe financière (Réf. BPU AC25INFRACLOUD)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (**CCAP AC25INFRACLOUD**) et son annexe Pénalités dont l’exemplaire conservé dans les archives de l’Ineris fait seul foi;
 - Les conditions générales d’achat de l’Ineris ;
 - La charte fournisseur disponible sur le site internet de l’Ineris (www.ineris.fr);
 - La charte de déontologie de l’Ineris
- Le cahier des clauses techniques particulières (**CCTP AC25INFRACLOUD**) et ses annexes dont l’exemplaire conservé dans les archives de l’Ineris fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (**CCAG-TIC**) applicables aux marchés techniques de l’information et de la communication approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021, JORF n° 78 du 1^{er} avril 2021, texte n° 22) et en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n’est pas joint au marché. Le Titulaire peut s’en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du ministère des Finances, portail : www.marches-publics.fr;
- Les bons de commandes conclus sur la base de l’accord-cadre
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
- L’offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu’en soit la forme.

Sauf en cas d’erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d’interprétation. Ces documents constituent l’intégralité du marché et des obligations de l’Ineris et du Titulaire.

Viendront s’ajouter aux documents constitutifs au fur et à mesure de leur passation, les marchés subséquents, et documents associés, passés sur le fondement du marché dans l’ordre décroissant de leurs dates de notification.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-TIC, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

3.2. Dépôt des pièces administratives

Pièces administratives à fournir à la notification, et en cours d'exécution de l'Accord-Cadre

Le Titulaire est tenu de fournir les documents suivants :

1/ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant

de l'inscription au répertoire des métiers datant de moins de trois mois.

2/ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé

du recouvrement des cotisations et des contributions

3/ La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation du travail en France

4/ Assurance Responsabilité Civile professionnelle, en cours de validité, avec tableau des garanties

5/ Attestation de travailleur régulier

6/ Attestation de régularité fiscale

Ces documents doivent être mis à jour tous les 6 mois durant l'exécution de l'Accord-Cadre.

Article 4. MODALITES D'EXECUTION ET DE PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE

L'Ineris peut émettre un bon de commande auprès du Titulaire dès la notification du marché. Ce dernier ne peut en refuser l'exécution.

Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de l'Accord-Cadre. Les bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-Cadre demeurent exécutoires dans la limite de six mois suivant cette date.

4.1. Bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

4.1.1. Prix plafonds

Les prix unitaires figurant à l'accord-cadre constituent des prix maximum que le Titulaire s'engage à ne pas dépasser lors des consultations pour l'attribution des bons de commandes.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut en aucun cas présenter une offre pour laquelle les prix unitaires affichés sont supérieurs à ceux référencés dans l'accord-cadre.

Dans le cas contraire, l'acheteur déclare son offre irrégulière.

4.2. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

4.3. Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises (offre de base).

L'Ineris autorise cependant la présentation de variantes techniques et financières.

Dans ce cas, les soumissionnaires doivent apporter toutes les justifications nécessaires sur la faisabilité de chaque variante proposée et sa crédibilité par rapport à l'offre de base.

Le nombre total de variantes est limité à 2. Les variantes doivent respecter les exigences minimales suivantes :

- **Variante technique** : Il ne pourra s'agir que d'une solution dont les résultats devront a minima être équivalents ou supérieurs à ceux attendus et décrits au cahier des charges. Dans ce cas, les soumissionnaires doivent apporter toutes les justifications nécessaires sur la faisabilité de la variante technique proposée et sa crédibilité par rapport à l'offre de base.

- **Variante financière** : Elle peut porter sur l'échéancier de paiement figurant au présent document **et** doit être associée à une optimisation financière par rapport au montant financier de l'offre de base. Le soumissionnaire proposera alors des termes de paiement acceptables, soit des termes rattachables à une réception précise ou un livrable documentaire spécifique et non pas de type « avance à la commande ; % à la réception partielle ; ... ».

Elle peut également porter, le cas échéant, sur une proposition de formule de révision des prix des prestations supplémentaires éventuelles, dans ce cas le candidat indiquera très précisément l'index du mois de l'offre et la date limite de validité des prix offerts en réponse à la consultation.

4.3.1. Modalités de présentation :

Chaque variante fait l'objet d'un chiffrage et d'une offre séparée et est présentée sous un dossier et une offre financière séparée et intitulée « variante 1 ou 2 ».

Les variantes seront jugées conformément aux critères définis dans le règlement de consultation pour l'offre de base.

4.4. Prestations ponctuelles sur devis

En fonction des besoins, l'Ineris peut demander au Titulaire du présent marché, la réalisation de prestations ponctuelles, après que le Titulaire ait établi un devis. Ces prestations devront être en

lien avec l'objet principal du marché. Il pourra s'agir de devis pour réparation, pour accompagnement scientifique ou encore pour des formations complémentaires à celles comprises dans l'offre.

Ces prestations s'exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par l'Ineris, avec confirmation des délais de réalisation.

Article 5. Exigences Générales

5.1. Utilisation des résultats

Les règles applicables aux résultats sont celles prévues aux articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

5.2. Identification des personnels du Titulaire

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte de l'Ineris un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo du Titulaire).

Le Titulaire informe ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée de l'Accord-Cadre

5.3. Respect des standards et de la réglementation

Le Titulaire est tenu de fournir à l'Ineris des prestations respectant les référentiels et règlements suivants dans le cas où les prestations fournies rentrent dans le champ d'application desdits référentiels et règlements :

- Interopérabilité : Les prestations devront respecter des standards ouverts, définis par des organismes reconnus (IETF, ISO...). Les prestations devront donc respecter le Référentiel Général d'Interopérabilité (RGI), référentiel accessible sur le site dédié du Gouvernement. Dans le cadre du Référentiel Général d'Interopérabilité, les prestations doivent permettre la mise en œuvre d'interfaces avec les Systèmes d'Informations de l'Ineris ;
- Accessibilité : Les prestations devront respecter les règles définies dans le Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations (RGAA) ;
- Sécurité : Les prestations devront respecter les règles définies dans le Référentiel Général de Sécurité (RGS). Si les prestations fournies rentrent dans le champ d'application du RGS alors le Titulaire est tenu d'apporter son concours gratuit à la démarche d'homologation. Par concours gratuit il est entendu la participation aux ateliers d'analyse des risques nécessaires à l'homologation. Le Titulaire fera apparaître dans son mémoire le coût à charge de l'Ineris en cas de test d'intrusion ;
- Sécurité : Les prestations devront respecter les règles édictées par la Directive UE 2022/2555 aussi connue sous le noms de Directive NIS 2. Dans le cadre de la Directive NIS 2, si les prestations fournies rentrent dans le cadre du champ d'application alors le Titulaire est tenu de :
 - o Notifier de manière détaillée dans un délai inférieur à 24h l'ANSSI (CERT ou CSIRT) ainsi qu'à l'Ineris tout incident de sécurité important. La définition d'incident important est celle de la Directive NIS 2. Cette obligation de signalement est la même que dans le cas d'une violation de données à caractère personnel. Au titre du dispositif de signalement des incidents de sécurité, le Titulaire devra fournir dans son mémoire le point de contact privilégié pour la gestion et la communication de ces incidents de sécurité.
 - o Respecter les obligations techniques induites par la Directive NIS 2 qui sont transposées dans le droit national français.

Protection des Données à Caractère Personnel : Les prestations mises en œuvre devront être conforme au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

5.4. Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de fournir à l'Ineris, tous les six mois, à compter de la prise d'effet de l'Accord-Cadre et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces permettant d'établir que le Titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'Ineris sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non-accomplissement de ces formalités par le Titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'Accord-Cadre, sans indemnité, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG-TIC, le Titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution de l'Accord-Cadre et pendant la période de garantie des Prestations, sur simple demande de l'Ineris, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

5.5. Confidentialité

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser les documents et informations communiqués par l'Ineris à des fins autres que celles spécifiées à l'Accord-Cadre, et à ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou physiques, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour les connaître, à savoir l'Ineris et le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter l'Accord-Cadre.

Il est entendu que ces obligations s'entendent sans limitation de durée, s'appliquent au Titulaire de l'Accord-Cadre, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leurs préposés. Le Titulaire et l'Ineris qui, à l'occasion de l'exécution de l'Accord-Cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de l'Ineris, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

En particulier, le Titulaire et l'Ineris s'engagent à considérer comme « sensibles » les pièces constitutives de l'Accord-Cadre, les procès-verbaux et comptes-rendus de réunion, ainsi que les documents, informations et données, quel qu'en soit le support, et qu'ils s'échangent à l'occasion de l'exécution de l'Accord-Cadre.

Le Titulaire qui reçoit une information sensible ou dont il aura pu avoir connaissance s'engage à en limiter la circulation et l'accès respectivement à son propre personnel, à celui de ses sous-

traitants et/ou fournisseurs pour lequel il est nécessaire de faire connaître cette information dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre et, dans ce cas, à faire connaître à ce personnel le caractère sensible de ces informations.

L'Ineris qui reçoit une information sensible ou dont il aura pu avoir connaissance s'engage à en limiter la circulation et l'accès à toute personne de l'Etat et des corps de contrôle ou d'exécution de l'Etat pour lequel il est nécessaire de faire connaître cette information dans le cadre de l'exécution de l'Accord-Cadre et, dans ce cas, à faire connaître à ce personnel, le caractère sensible de ces informations.

Les Parties s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers, pour quelque raison que ce soit, sans accord préalable et écrit de la partie concernée.

Par ailleurs, les Parties s'interdisent d'utiliser lesdits documents, informations et données à d'autres fins que l'exécution par chacun d'entre eux de leurs obligations au titre de l'Accord-Cadre.

L'ensemble des documents susvisés considérés comme « sensibles » sont protégés selon les termes définis au présent article pendant toute la durée d'exécution de l'Accord-Cadre et, au-delà, pour une durée supplémentaire de cinq (5) ans sauf décision de la partie émettrice de réduire cette durée.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution de l'Accord-Cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le Titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties. La violation grave des obligations de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'Accord-Cadre aux torts du Titulaire.

5.6. Traitement des données personnelles

Dans le cadre de l'Accord-Cadre, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** ») ainsi que les dispositions législatives et réglementaires françaises relatives à la protection des données personnelles (notamment la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée).

Le Titulaire s'engage à fournir un clausier « RGPD » reprenant en détail tous les traitements de données qu'il est susceptible d'effectuer lors de l'exécution de l'Accord-Cadre, leurs finalités, les conditions garantissant leur confidentialité et la limitation de leur accès.

5.1. Clauses d'exécution environnementales

Dans le respect d'une démarche environnementale et de développement durable, l'Ineris souhaite que le Titulaire propose une offre respectant l'objectif de développement durable et notamment :

- En adoptant des pratiques environnementales visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de l'air ;

- En engageant des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage dans son organisation interne et sa politique d'entreprise ;
- En adoptant des pratiques permettant de réaliser des économies d'énergie et en faveur du développement des énergies renouvelables.

Le soumissionnaire répondra à ces exigences dans un chapitre spécifique de son offre, en indiquant uniquement des actions qui sont vérifiables selon des méthodes objectives, et qui font l'objet d'un contrôle effectif de sa part ou de la part d'auditeurs externes, ainsi que l'évolution dans le temps des indicateurs associés.

Le Titulaire fournira, au minimum tous les six (6) mois ou sur simple demande, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de ces actions. Le refus caractérisé entraîne l'application de la pénalité prévue dans l'annexe « Pénalités ».

Article 6.SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu préalablement de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, conformément aux dispositions prévues aux articles L.2193-1 et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Les sous-traitants de premier rang ont droit au paiement direct de leurs prestations, lorsque le montant des prestations sous-traitées atteint ou dépasse 600 € TTC.

Pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant, le Titulaire devra fournir :

- l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) complété et signé par le Titulaire et son sous-traitant,
- la preuve des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
- Pour les sous-traitants de premier rang, relevé d'identité bancaire ou postal,
- Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

En cas de cession ou de nantissement du marché, le Titulaire doit en outre demander la modification de son exemplaire unique ou certificat de cessibilité qui lui a été délivré. A défaut, il joint une attestation de mainlevée bancaire, attestant que cette cession ne fait pas obstacle à l'acceptation du sous-traitant.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché s'imposent à l'ensemble des sous-traitants, sous la responsabilité du Titulaire.

6.1.Sanctions légales :

Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application de pénalités prévues à l'annexe 1 du présent CCAP.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation de plein droit du marché et à l'octroi de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

Article 7. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les Prestations faisant l'objet de l'Accord-Cadre seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations de l'Acte d'Engagement et de son annexe.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frais afférents frappant les prestations, visés à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC et nécessaires pour l'exécution du marché, ce qui inclut notamment :

- Les fichiers informatiques modifiables le cas échéant,
- La cession des droits de propriété intellectuelle le cas échéant ;
- L'assurance ;
- La garantie ;
- La documentation ;
- La formation des utilisateurs ;
- Les frais de déplacement, en cas de réalisation des prestations dans les locaux de l'acheteur (transports, hébergement et restauration) ;
- Les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- Les frais de gestion,
- Les validations et vérifications consécutives à l'exécution de la mission ou des prestations connexes ;
- La mise en service (ou la mise en ordre de marche) ;
- Les frais postaux ;
- Les frais de secrétariat ;
- Les frais afférents aux assurances.

Les prix du marché sont franco de port.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges de l'accord cadre et/ou du marché subséquent.

7.2. Forme des prix

L'accord-cadre est traité à prix mixtes (unitaires et forfaitaires). Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

7.3. Variations des prix de l'accord-cadre

7.3.1. Prix des prestations

Les prix des prestations inclus dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre pourront être révisés deux ans après la date de notification du marché, suivant les modalités précisées ci-dessous.

Les prix des prestations de l'Accord-Cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Formule de révision : $P = P_o \cdot (0,25 + 0,75 \cdot S_y / S_o)$

dans laquelle :

P	Prix révisé.
Po	Prix HT initial de l'offre figurant sur le bordereau de prix
Sy	Valeur de l'indice INSEE Indice du coût du travail - Coût horaire - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - précédent de 3 mois la révision de prix (https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010762010)
So	Valeur de l'indice INSEE Indice du coût du travail - Coût horaire - Information, communication (NAF rév. 2 section J) du mois d'établissement des prix (https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010762010)

Le Titulaire notifiera à l'Ineris, par lettre recommandée à l'adresse de facturation ou par message électronique, dans un délai d'un mois précédant la date anniversaire du marché, la copie des valeurs des indices et le détail des calculs et un nouveau bordereau de prix. Dans le cas contraire les anciens tarifs seront appliqués jusqu'à la prochaine révision.

L'Ineris se réserve la possibilité de réviser les prix dans les mêmes conditions et de sa propre initiative.

En cas de disparition de l'indice choisi avant l'expiration de l'Accord-Cadre et, si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, il conviendra de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre les parties.

7.3.2. Réévaluation exceptionnelle des prix unitaires

La présente clause s'applique prix unitaire par prix unitaire.

Sa mise en œuvre relève de la seule décision de l'acheteur, après demande du titulaire.

Les parties peuvent convenir de modifier un ou plusieurs prix unitaires du bordereau des prix, dans les conditions définies ci-après, lorsqu'une augmentation des coûts d'exécution de l'Accord-Cadre :

- Résultant de circonstances extérieures aux parties ;
- Imprévisibles à la date de remise de l'offre finale du titulaire lors de la passation du marché ;

Conduit celui-ci à supporter, pour l'exécution de l'Accord-Cadre, des dépenses représentant plus de 15 % du prix concerné, révisé ou actualisé dans les conditions prévues par le présent CCAP.

Le titulaire adresse à l'acheteur, par tout moyen permettant d'attester date certaine de réception, une demande comprenant :

- L'exposé détaillé des causes provoquant l'augmentation des coûts d'exécution de l'Accord-Cadre ;
- La preuve du dépassement du seuil susvisé, établie sur la base de justificatifs probants émanant de tiers (facture des fournisseurs du titulaire...) ;
- Le prix de substitution qu'il propose.

L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de l'ensemble des documents appuyant la demande susvisée pour notifier sa décision au titulaire.

S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie sa décision dans ce délai au titulaire ainsi que le prix de substitution permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts. Cette décision mentionne également la période d'application de ce prix.

En tout état de cause, chaque prix de substitution ne peut excéder le montant calculé comme suit :

Prix de substitution maximum = Prix initial révisé ou actualisé + (Prix initial révisé ou actualisé x % d'augmentation constaté x 85 %)

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires suivant la notification du prix de substitution pour l'accepter. À défaut d'observations dans ce délai, il est réputé accepté le prix arrêté par l'acheteur.

En cas d'acceptation, le prix de substitution s'applique en lieu et place du prix initial. En cas de refus, le prix initial demeure applicable.

À l'issue de la période pendant laquelle le prix de substitution s'applique, après consultation du titulaire et au vu de la justification des coûts qu'il supporte pour l'exécution de l'Accord-Cadre à la date de cette échéance, l'acheteur prend la décision

- Soit de prolonger la période d'application du prix de substitution ;
- Soit de notifier un nouveau prix de substitution établi dans les conditions définies ci-avant ;
- Soit d'appliquer le prix initial révisé ou actualisé.

La présente clause ne saurait justifier une quelconque réclamation ou un refus d'exécution de l'Accord-Cadre de la part du titulaire.

7.3.3. Clause de sauvegarde

L'Ineris se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'Accord-Cadre à la date de la révision du prix, du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 4 % l'an ou de 8% sur 3 années consécutives.

7.4. Modification des prix à la baisse

Le Titulaire s'engage à informer l'Ineris, par tous moyens, de toute baisse des prix pratiquée à l'égard de sa clientèle professionnelle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix de son barème et à en faire bénéficier l'institut.

Les nouveaux prix de référence sont applicables à la date d'effet précisée par le Titulaire. Dans le cas où cette date d'effet est portée à la connaissance de l'Ineris postérieurement, ces nouveaux prix de référence sont applicables immédiatement et cela se traduit par une rectification des factures émises sur la base de prix erronés, ou à défaut, par l'émission d'un titre de recette.

L'Ineris se réserve le droit de vérifier par tous moyens à sa disposition l'application conforme des dispositions contractuelles relatives à l'établissement et à la variation des prix.

7.5. Offre de prix promotionnels

Les prix des fournitures, équipements, prestations et produits associés figurant sur l'Acte d'Engagement ou en annexe peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres promotionnelles mises en place par le Titulaire.

Le Titulaire doit adresser par écrit le tarif promotionnel à l'Ineris, dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Ces offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'aux seules fournitures, prestations, équipements et produits associés figurant à l'Accord-Cadre.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du BPU de l'Accord-Cadre sont ceux à nouveau en vigueur.

7.6.Modalités de règlement

Les règles relatives aux modalités de règlement sont fixées à l'article 11 du CCAG-TIC et aux articles R2191-16 et suivants du Code de la Commande Publique.

7.6.1.Présentation des demandes de paiements

Dématérialisation des factures et dépôt sur Chorus Pro :

Chorus Pro est obligatoire et doit constituer la modalité d'envoi des factures par défaut.

Chorus Pro est accessible par de nombreuses modalités répondant aux besoins des entreprises : au travers du portail « <https://portail.chorus-pro.gouv.fr> », directement au sein de certains logiciels de gestion comptable ou par des portails ou logiciels spécialisés.

Le Titulaire devra dématérialiser ses factures et les déposer sur Chorus Pro.

Le paiement est effectué dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG-TIC.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un seul exemplaire, comportant les mentions légales.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, et ne fait pas courir le délai de paiement

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures ou au jour de l'exécution du service.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal

7.7.Délai de règlement

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 60 jours à compter de la date de réception des biens ou certification des services faits, sous réserve de la réception sur CHORUS PRO de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Article 8. Avance

8.1.Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si la durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant minimum du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant minimum, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par l'Ineris à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à l'Ineris.

L'Ineris avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit est accepté par ce dernier.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant, ni transmis celle-ci à l'Ineris, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le sous-traitant envoie directement sa demande à l'Ineris par lettre recommandée avec avis de réception postale ou la lui remet contre récépissé dûment daté ou inscrit sur un registre tenu à cet effet.

L'Ineris met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant.

Dès réception de l'avis, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, l'Ineris, paierait les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum de 60 jours net.

8.3. Garantie financière

Aucune garantie financière ne sera demandée au Titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9. PENALITES

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Ineris de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'Accord-Cadre aux frais et risques du Titulaire.

Les pénalités applicables sont synthétisées dans le tableau « Annexe_pénalités.xlsx ».

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des Prestations est expiré.

Les pénalités pour indisponibilité s'appliquent pour tout matériel indisponible et en dehors des travaux d'entretien préventif. Elle débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au Titulaire

- Dans le cas d'une maintenance chez le Titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au Titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par l'Accord-Cadre

Les pénalités ne constituant pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Les pénalités de retard sont plafonnées à 20% de chaque bon de commande.

Article 10. OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les opérations de vérifications quantitatives effectuées et les opérations de vérifications qualitatives s'effectuent conformément aux modalités suivantes.

10.1. Mise en ordre de marche (MOM)

La mise en ordre de marche est la phase concernant la vérification de l'installation des composants logiciels, la vérification de l'exploitation et de la documentation, les tests de non-régression en cas d'évolution de composants déjà installés.

La mise en ordre de marche est prononcée par le titulaire lorsque l'ensemble des matériels, logiciels et prestations associées, sont en ordre de marche.

La mise en ordre de marche donne lieu à la notification d'un document de mise en ordre de marche par le titulaire.

10.2. Vérification d'aptitude et de service régulier au bon fonctionnement (VA/VSR)

La vérification d'aptitude et de service régulier au bon fonctionnement (VA/VSR) a pour but de constater :

- Que les logiciels et prestations permettent de remplir les fonctions précisées par l'offre technique du Titulaire,
- La fourniture des livrables associés.

Le délai imparti à l'Ineris pour procéder à la vérification du bon fonctionnement et notifier sa décision est d'un (1) mois à partir de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche par le Titulaire au représentant de l'Institut.

Un site est considéré en déploiement tant que la VA/VSR n'est pas déclarée positive.

La VA/VSR sera ajournée si des réserves sont émises lors de la vérification n'ont pas été levées en intégralité. Il est rappelé que la non-fourniture d'équipements neufs et récents constitue une réserve.

10.3. Décision de réception

A l'issue de la période de VA/VSR, l'Ineris dispose d'un délai de sept (7) jours pour notifier sa décision au Titulaire.

Si la vérification de service régulier est positive, le représentant de l'Ineris prononce la réception des prestations.

La décision est notifiée par le représentant de l'Ineris, par télécopie ou courriel. Le Titulaire en accuse la réception sans délai, afin de pouvoir donner une date certaine à cette réception. Sans décision de rejet à l'issue du délai de réception, la VA/VSR est réputée admise.

Si la vérification est négative, le représentant de l'Ineris prend une décision d'Ajournement ou de Rejet partiel ou total.

En cas d'Ajournement le Titulaire, après intervention, notifie une nouvelle mise en ordre de marche.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation du matériel/des logiciels dans des conditions jugées acceptables par le l'Ineris.

Article 11. GARANTIE

Conformément aux prescriptions de l'article 36 du CCAG-TIC, les prestations et fournitures objet du marché sont garanties contre tous vices de fabrication et de fonctionnement à compter de la date d'admission (décision de VSR positive) et pendant un an au minimum. La durée de garantie applicable est celle proposée par le Titulaire dans son offre lorsque celle-ci est supérieure à un an.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission conformément aux stipulations de l'article 36 du CCAG TIC.

Le Titulaire indiquera dans son offre la durée et les conditions spécifiques de garantie de ses fournitures conformément au CCTP.

Le coût de cette garantie est inclus dans le coût d'acquisition.

Pour les opérations de vérification prenant la forme de MOM / VA / VSR, la date d'admission est la date d'effet de la décision positive de VSR.

Pendant la période de garantie, le Titulaire assurera les maintenances correctives et préventives de ses matériels et logiciels. Les frais occasionnés par ces maintenances (main d'œuvre, déplacement, fourniture de pièces et d'accessoires) sont à la charge du Titulaire. Il sera appliqué les indications, produites par le titulaire à l'appui de son offre, pour les éventuels éléments couverts par une garantie limitée.

Le titulaire garantit la conformité des logiciels aux spécifications prévues par les documents particuliers du marché. A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel. Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel concerné qui sont préalablement portées à la connaissance de l'Acheteur. La correction est effectuée gratuitement.

Si l'anomalie ne peut être résolue et que la mise en jeu de la garantie est fondée, le Titulaire le remplace la solution logicielle par une autre identique, dans les plus brefs délais et sans aucune plus-value financière ni aucun frais à quelque titre que ce soit.

Au cours de la période de garantie, le Titulaire sera tenu d'établir un compte-rendu pour chaque intervention.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point et/ou une réparation dans le cadre de la période de garantie est de 5 jours ouvrés.

Article 12. UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les résultats du marché sont susceptibles de donner lieu à la création d'une œuvre protégée par les droits d'auteur.

Pour l'utilisation de ces résultats par les parties, il est fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC, avec la dérogation qui suit.

Par dérogation au paragraphe de l'article 46.2.1 commençant par « *La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif [...]* » et s'achevant par « *confidentiels.* », et par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG-TIC, la cession des droits au profit de l'acheteur est consentie à **titre exclusif**, quelle que soit l'objet et la finalité des résultats.

Cette cession interdit au Titulaire de faire usage ou d'exploiter tout ou partie des résultats, sans l'autorisation explicite de l'acheteur. Le prix de cette cession exclusive est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Article 13. ENGAGEMENT DE SECURITE

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Par ailleurs, en cas de transfert de fichier entre les Parties, ces dernières conviennent de procéder à une transmission de données de manière sécurisée entre elles en respectant deux points :

- Chiffrer le fichier ou le protéger par un mot de passe fort
- Assurer la confidentialité des secrets (clé de chiffrement, mot de passe, etc.) en les communiquant par un canal distinct.

L'Ineris se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le Titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Article 14. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'Ineris peut mettre fin à l'exécution de l'Accord-Cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 47 à 52 du CCAG-TIC.

La résiliation sera prononcée aux torts du Titulaire :

- Dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC ;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R2143-3 et suivants du code de la commande publique ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles susvisés.

Article 15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

15.1. En cours d'exécution de l'Accord-Cadre

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus à l'Accord-Cadre, l'Ineris se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

Sauf pour les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution. A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, l'Acheteur y remédie aux frais et risques du Titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'Acheteur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, l'Acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la période d'exécution aux frais et risques, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

15.2. Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

Conformément aux articles 50 et 54 du CCAG-TIC, en cas de résiliation pour faute, l'Ineris se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant.

Ce surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits de l'acheteur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'acheteur.

Article 16. ASSURANCES

Au titre du présent Accord-Cadre, le Titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou à l'Ineris.

Avant tout commencement d'exécution de la Prestation, le Titulaire de l'Accord-Cadre doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs.

Article 17. REGIME FISCAL ET DOUANIER (le cas échéant si marché à l'étranger)

17.1.1. Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

L'importation de l'équipement objet du marché entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

La prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

17.1.2. Régime douanier :

Le Titulaire s'engage à livrer à l'Ineris les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation du bien objet du présent marché.

Le titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Article 18. DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Les parties conviennent que le Tribunal compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le siège de l'Ineris.

Article 19. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable et toutes les correspondances doivent être rédigées en français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 55 du CCAG-TIC.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables, le différend entre les Titulaires ou attributaires et l'acheteur se règle par la saisine du Tribunal Administratif d'Amiens.

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80 011 Amiens Cedex 01
Tél : 03.22.33.61.70
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

